



Appui à la Gestion des
Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

kaléidoscope

Dans ce numéro

DEFIS MONDIAUX : Foncier

- Foncier et environnement en Afrique
- *Land grab or development opportunity? Agricultural Investment and international land deals in Africa*
- Questions sur la neutralité des outils de type jeux de rôle et cartographie participative dans une expérience de gouvernance foncière au Sénégal

GEOGRAPHIES : Yemen

- Yemen territoires et identités
- *The inventory of the historic city of Sana'a: A tool for urban conservation*
- *Traditional Water Harvesting on the Mountain Terraces of Yemen*

DEBATS SUR L'AIDE

- Panorama de l'aide au développement 2008 : statistiques par région
- L'aide publique au développement française : analyse des contributions multilatérales, réflexions et propositions pour une plus grande efficacité
- L'aide pour le commerce dans le secteur manufacturier : le cas du Cameroun

A NE PAS MANQUER

- L'efficacité dans l'enseignement : promesses et zones d'ombre
- *Decentralization and Local Democracy in the World*
- Le protectionisme est-il la solution ?

Agendas

Colloque et Forum d'affaires «Investissement et *Green Business* en Afrique» Paris

24-25 septembre 2009

De la même manière que les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont contribué au développement de l'Asie, le *green business* peut être un tremplin au développement durable de l'Afrique. Mécanisme de développement propre, gestion durable des déchets et des forêts, écotourisme, économie sociale, agro-carburants, éco-industries, commerce équitable, éco-construction, aménagement durable à haute intensité de main d'oeuvre, agriculture biologique et énergies renouvelables. Aussi, l'association Alternatives Nord-Sud/Sud, en partenariat avec UBIFRANCE et Dirigeantes Sans Frontières, organise ces réunions dont les objectifs sont les suivants : présenter des opportunités de *green business* et création d'éco-entreprises en Afrique, mettre en exergue des impacts du changement climatique sur l'entrepreneuriat en Afrique, impulser la création d'une plate-forme d'affaires entre les éco-entreprises du Nord et du Sud, stimuler l'envie d'entreprendre au sein de la diaspora africaine.

- ▶ **7-25 septembre** : Séminaires/Ateliers de développement des compétences en Afrique, IDECA, Dakar, Sénégal
- ▶ **8-11 septembre** : Forum ONU sur le climat, Prague, République Tchèque
- ▶ **14-18 septembre** : Conseil d'administration du Fonds de Contributions des Nations Unies sur les Formes Contemporaines d'Esclavage, HCDH, Genève, Suisse
- ▶ **14-25 septembre** : Conseil du commerce et du développement (56ème session), CNUCED, Genève, Suisse
- ▶ **16-17 septembre** : Séminaire international sur la gestion de l'eau et l'assainissement - Commission européenne, ADEME, Vienne, Autriche
- ▶ **21 septembre - 2 octobre** : Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (Conférence des parties), Buenos Aires, Argentine
- ▶ **24-25 septembre** : Sommet du G20, Pittsburgh, Etats-Unis
- ▶ **28-30 septembre** : Forum public 2009 (Problèmes mondiaux, solutions mondiales), OMC, Genève, Suisse
- ▶ **28 septembre - 09 octobre** : Négociations sur le changement climatique, Bangkok, Thaïlande
- ▶ **6-7 octobre** : Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, Istanbul, Turquie

Défis mondiaux

Foncier

L'ouvrage

Foncier et environnement en Afrique

BARRIERE, O. / ROCHEGUDE, A., KARTHALA, 2009, 432 p.

Cote L2.042

Ce dossier traite de l'association du droit de la terre et des ressources naturelles, et de la préoccupation environnementale. Le Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris (LAJP) reprend ainsi l'un de ses axes de recherche fondamentaux : le droit foncier, dont l'approche intégrant les règles relatives au sol et celles aux ressources naturelles renouvelables apparaît comme la condition d'une gestion durable de ces ressources essentielles dans nombre de pays, en Afrique notamment. A côté de la décentralisation de la gestion foncière qui s'impose progressivement comme une caractéristique fondamentale des nouvelles politiques foncières, la préoccupation de durabilité des ressources, affirmée avec force depuis la Conférence de Rio, semble constituer une autre dimension incontournable de ces mêmes politiques. La préoccupation de développement ne peut plus se traiter à la seule échelle nationale ; le niveau local est devenu essentiel et il s'appuie largement sur des démarches participatives dont la décentralisation et la gestion intégrée de la terre et des ressources naturelles, dans un souci de préservation durable de celles-ci, ne sont que des applications presque "naturelles".

Le rapport web

Land grab or development opportunity? Agricultural investment and international land deals in Africa

FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION / INTERNATIONAL INSTITUTE FOR ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT, 2009, 130 p.

Ce rapport confirme l'accroissement des transactions à grande échelle. En cinq ans, en Ethiopie, au Ghana, au Mali, à Madagascar et au Soudan, ce sont 2,5 millions d'hectares sur lesquels les investisseurs se sont rués. Comme souvent en Afrique, ces terres sont propriété des Etats, et les paysans ne détiennent qu'un droit d'usage. Les contrats examinés sont presque tous "courts et simples, comparé à la réalité économique de la transaction". Les engagements des investisseurs y restent vagues

et la question de la répartition des récoltes entre exportation et consommation locale pas vraiment évoquée. Surtout, les populations concernées sont tenues à l'écart des négociations et les données sur la superficie ou la nature des contrats ne sont pas publiques. Si les transactions commerciales privées peuvent demander une certaine confidentialité, "le manque de transparence paraît problématique" quand il s'agit de discussions entre gouvernements. Aussi, ce rapport appelle à la consultation des populations rurales menacées et à une meilleure prise en compte de leurs intérêts dans les transactions. Il souligne un manque de transparence dans les processus de décision et les circuits d'investissement.

L'article

Questions sur la neutralité des outils de type jeux de rôle et cartographie participative dans une expérience de gouvernance foncière au Sénégal

BOUTINOT, L. / VIAU, A.-A. / LECLERC, G., PRESSES UNIVERSITAIRES DE RENNES, 2008, 18 p

Les processus de décentralisation engagés dans un grand nombre de pays africains permettent le transfert d'importantes compétences de l'Etat vers les collectivités locales en matière de gestion des ressources naturelles et du foncier. Cet article propose un regard extérieur sur une expérience réalisée au Sénégal à partir d'outils participatifs, tels les jeux de rôle et l'apprentissage de la cartographie, dans un contexte de gestion foncière. L'analyse permet de mieux évaluer l'efficacité et la portée des outils utilisés dans une démarche d'accompagnement des populations dans les contextes de gestion foncière et de gouvernance locale des territoires. Les auteurs sont, respectivement, participant et observateur, associé à l'analyse et responsable du projet. Actuellement membres de la Chaire Internationale de Recherche sur la gouvernance des territoires (CIRGT) dans une collaboration du Cirad avec l'Université Laval à Québec, les deux premiers auteurs ont été associés au troisième, promoteur du projet à l'étude, pour partager une réflexion sur les enjeux que soulève l'utilisation de certains outils participatifs tels les jeux de rôle et la cartographie.

Géographies

Yémen

L'ouvrage

Yémen territoires et identités

CHEVALIER, P./ MARTIGNON, V./ SCHIETTECATTE, J., EDISUD, 2008, 319 p.

Cote PYE.065

Yémen, al-Yaman, Yamanat : un toponyme aux acceptions variables qui désigne, dès les temps préislamiques, un territoire et une souveraineté. La région fut et reste parcourue de contrastes et d'artifices. Les contrastes sont les fruits d'un relief qui morcelle, d'une modernisation qui oppose de rares pôles urbains à une société très largement rurale. Les artifices sont ceux d'un tracé frontalier, fluctuant au gré de l'histoire, désormais chargé de circonscrire le cadre d'une identité nationale recomposée depuis l'unification de 1990. Ces contrastes et artifices forcent l'émergence d'une population confrontée à l'altérité. Les identités sont redéfinies, les héritages culturels sont revendiqués, les particularismes s'affirment ou s'effacent. Dans un premier volet, les fondements historiques des identités culturelles, politiques et religieuses sont abordés depuis la protohistoire jusqu'aux époques modernes. Le second volet met en relief ces dynamiques identitaires qui parcourent les populations du Yémen contemporain, à travers des approches « micro-scalaires » et « macro-scalaires ». (Editeur)

Le rapport web

The inventory of the historic city of Sana'a: A tool for urban conservation

UNESCO, 2008, 108 p.

La vieille ville de Sana'a est connue dans le monde entier comme un des exemples les plus authentiques et les plus significatifs de la civilisation urbaine qui s'est développée en « Arabie heureuse » dès l'antiquité. Depuis les années 1970, elle est l'objet d'études pour de nombreux urbanistes, architectes et historiens. Témoignage exceptionnel d'une civilisation ancienne, cette cité est sous la menace d'une modernisation rapide. Elle risque d'être touchée

dans son authenticité et intégrité après des siècles d'isolement presque complet. Pour cette raison, un plan d'action a été mis en place par l'UNESCO, dans les années 1980, pour tenter de préserver la vieille ville. Cette publication fait donc état des principaux résultats des études entreprises entre 2003 et 2006 conjointement par l'UNESCO et l'organisme responsable de la conservation des villes historiques du Yémen (GOPHCY) : par une première évaluation de l'état de conservation de la vieille ville et quelques propositions de projet ; la préparation et l'exécution d'un inventaire détaillé et approfondi des bâtiments et des espaces ouverts permettant d'établir des mesures de protection ; la proposition d'un « plan de travail » pour l'établissement d'un plan de conservation et protection des monuments les plus importants.

L'article

Traditional Water Harvesting on the Mountain Terraces of Yemen

AL GHULAÏBI, N.-M.A., UNESCO, 2009, 8-9 p.

Ce document est extrait d'une étude de cas faisant partie d'une initiative dont le but consistait à améliorer la distribution de l'eau pour les cultures en terrasse dans le Nord du Yemen. En amont, cette action devait favoriser un meilleur stockage de l'eau et en assurer la gestion pendant les saisons sèches. Aussi, cette intervention dans le domaine de l'eau devait se combiner à un travail de réhabilitation du système des terrasses et donc stopper leur dégradation pour cause d'abandon. Cet abandon est dû principalement à la migration des populations paysannes vers les villes. La réalisation de ce projet de développement est donc une manière de contribuer à la lutte contre l'exode rural en garantissant une distribution permanente de l'eau aux paysans. Ceci les aiderait à cultiver leur terres pour en tirer un revenu conséquent et améliorer leur condition de vie. Les retombées positives de ce projet les inciteraient, peut-être, à privilégier leur métier de cultivateurs en restant sur place.

Débats sur l'aide

L'ouvrage

Panorama de l'aide au développement 2008 : statistiques par région

OCDE, 2009, 170 p

Cote R3.203

Le Panorama de l'Aide au Développement 2008 est une publication globale qui présente de nombreux aspects des statistiques de l'aide par région. Pour chaque continent, il fournit 40 tableaux et graphiques décrivant l'aide par donneur et pays bénéficiaire ainsi que sa répartition par secteur, complétés par de courts textes présentant les divers aspects de l'aide au développement dans chaque région. Il se concentre également sur les efforts fournis dans les domaines de l'eau, la santé et l'éducation, qui sont en rapport étroit avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Le rapport web

L'aide publique au développement française : analyse des contributions multilatérales, réflexions et propositions pour une plus grande efficacité

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPEENNES, FRANCE, 2009, 97 p

Chargée de travailler sur les contributions multilatérales de la France, la députée Henriette Martinez a analysé pendant six mois l'Aide Publique au Développement (APD) française et les contributions à l'Union européenne, aux agences de l'ONU, aux institutions financières internationales (ex. Banque mondiale), ainsi qu'aux fonds thématiques (ex. Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme). 7,546 milliards d'euros, tel est le montant total net en 2008 de l'APD de la France, ce qui la situe au 4ème rang mondial. Sur ce montant, 60% transitent par le canal bilatéral et 40% par le canal multilatéral. Si la part multilatérale de l'APD française a doublé au cours des vingt dernières années, elle est considérée par l'auteur comme trop dispersée et peu lisible. Elle recommande notamment de définir des critères précis d'attribution de l'aide, basés sur l'évaluation des résultats,

la coordination et la francophonie. L'auteur souhaite par ailleurs trouver de nouvelles sources de financements, par exemple une contribution sur les billets de train internationaux ou sur l'achat des manuels scolaires par les collectivités territoriales. Parmi les autres propositions, on trouvera également la création d'une Coordination des Organisations pour la Recherche d'un Développement Equitable et Efficace (CORDEE).

L'article

L'aide pour le commerce dans le secteur manufacturier : le cas du Cameroun

DJEMMO FOTSO, A., UNIVERSITE DE YAOUNDE 2, 2009, 24 p.

Bien que les marchés mondiaux soient de plus en plus ouverts à la suite des vagues successives de libéralisation commerciale, il existe de nombreux facteurs rendant la compétition plus difficile pour la plupart des PED tel que le Cameroun, surtout en ce qui concerne le commerce des produits manufacturés. C'est pour permettre à ces pays d'améliorer leur insertion internationale et tirer largement profit des résultats qui seront obtenus à l'issue du Cycle de Doha qu'a été initiée l'Aide pour le commerce (APC). L'objectif de cette étude est d'analyser cette initiative, telle qu'elle est mise en œuvre actuellement, voir si elle peut contribuer à améliorer l'offre manufacturière, et ainsi favoriser l'atteinte par le Cameroun du statut de pays émergent d'ici 2035. A partir d'une analyse statistique des différents flux et mécanismes d'aide existants ou ayant existé, l'auteur constate que l'APC, telle qu'allouée jusqu'ici, est incapable de réduire les grands obstacles en matière d'offre manufacturière. Sous l'hypothèse que l'intérêt croissant des donateurs pour l'APC entraînera un accroissement (additionnel) de l'APC au Cameroun, l'auteur suggère qu'un accent particulier soit accordé aux capacités productives lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de tout programme au titre de l'APC dans le secteur manufacturier à travers un appui à l'apprentissage et à l'innovation technologique, et à travers la mise à niveau de l'industrie.

A ne pas manquer

L'ouvrage

L'efficacité dans l'enseignement : promesses et zones d'ombre

DUMAY, X. / DUPRIEZ, V., DE BOECK, 2009, 292 p
Cote H4.089

De plus en plus, les systèmes scolaires sont interrogés et évalués au regard de leur efficacité. Il suffit de songer à l'importance croissante prise par l'annonce des résultats des enquêtes internationales comme le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA). Ces interpellations récurrentes quant à l'efficacité ont conduit les chercheurs, depuis une quarantaine d'années, à s'interroger sur l'efficacité des pratiques dans le monde scolaire. L'objectif de cet ouvrage est de rendre compte des résultats majeurs accumulés par la recherche dans ce domaine et d'apporter ainsi des réponses aux questions suivantes. Pourquoi les élèves apprennent-ils davantage dans certaines classes ? Les pratiques efficaces le sont-elles quels que soient les élèves ? Quelle est l'influence des autres élèves de la classe ou de l'école ? Y a-t-il des manières de gérer et diriger les écoles qui favorisent l'apprentissage des élèves ? Mais l'ouvrage a également pour ambition d'ouvrir le lecteur à la facette politique de cette problématique. Il propose des exemples d'indicateurs d'efficacité, ainsi qu'une analyse des dispositifs qui s'appuient sur l'évaluation de l'efficacité des pratiques scolaires pour les réguler.

Le rapport web

Decentralization and Local Democracy in the World

THE WORLD BANK / CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS (CGLU), 2009, 349 p

Le rapport mondial de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) sur la décentralisation et la démocratie locale, le premier dans son genre, présente l'évolution récente des gouvernements locaux dans les différentes régions du monde. Il montre que, même si d'énormes progrès restent à faire dans de nombreux pays, la démocratie au niveau local progresse partout, en Afrique, en Amérique latine ou en Asie. Le rapport analyse les pouvoirs locaux dans trois

domaines : leur organisation territoriale, l'administration locale (les compétences, la gestion et les finances) et la démocratie locale. Un chapitre spécifique est dédié à la gouvernance des grandes métropoles. Il ressort que les relations entre les Etats et les autorités locales sont en évolution, tout comme le rôle des autorités locales dans le développement des politiques globales. Ce rapport est le premier volet d'une future publication triennale.

L'article

Le protectionnisme est-il la solution ?

DUVAL, G., LA DOCUMENTATION FRANCAISE, 2009, 13-16 p.

Les pays riches sont aujourd'hui frappés de plein fouet par le ralentissement de la croissance mondiale. Mais s'ils décident d'adopter des mesures protectionnistes, la crise économique risque, selon l'auteur, de s'aggraver. Ces dernières déclencheront probablement une réaction en chaîne et entraîneront les économies dans une guerre commerciale. Elles n'aideraient, en outre, pas non plus les économies du Sud, relativement plus ouvertes au commerce international que celles du Nord, à se développer. Quant au protectionnisme écologique, parfois évoqué par certains Etats, il ne serait qu'une solution provisoire qui pourrait même avoir pour conséquence de retarder les négociations en cours visant à trouver un accord général sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre qui doit prendre la suite du protocole de Kyoto.

Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : Post-catastrophes
- GEOGRAPHIE : Sahel

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

Directeur de la publication : Jean-Michel SEVERINO

Responsable de la rédaction : Céline ABOUT

Coordination : Chantal SARALLIER, Hadj LAKHAL

Réalisation : Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Chantal SARALLIER

Graphisme : Solange MUNZER • **Saisie/mise en page :** Marcelle LARNICOL

ISSN 1776-1069

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43